



Enquêtes, évaluations et certifications en collège : notre Ministère connaît-il vraiment la crise ?

La crise sanitaire en cours continue à perturber durablement le fonctionnement de nos établissements et les personnels de direction s'emploient au quotidien à faire face aux impératifs qui s'imposent à eux, s'adaptent en permanence à des règles changeantes, tentent de maîtriser les conséquences en cascade de cet épisode inédit et cherchent à anticiper sur ce que pourraient être les éléments constitutifs d'une fin d'année scolaire à nouveau fort bouleversée. La gestion de cette situation mobilise toute leur énergie et les collèges publics sont complètement accaparés par les nécessités du moment.

Mais cette situation semble totalement échapper à l'analyse de la rue de Grenelle qui, méconnaissant ou ignorant à quel point la crise sanitaire pèse sur les collèges et leurs équipes de direction, pense adapté de choisir ce moment de l'année pour lancer des opérations d'enquête, d'évaluation ou de certification en masse. Cette situation est aggravée par les injonctions et pressions de certaines autorités académiques dont le zèle fait qu'elles se comportent avec nos collègues comme des « adjudants de compagnie » à l'ancienne, ce qui est proprement insupportable !

Même si le SNP DEN-UNSA a pu obtenir par son action un report partiel de PIX en lycée et un allongement du calendrier pour Ev@lang, il se doit de constater que ces opérations, dont l'utilité réelle pour la scolarité actuelle des collégiens interroge à juste titre, apparaissent sur le terrain à beaucoup de nos collègues comme une charge supplémentaire, en décalage complet avec l'investissement total déjà demandé aux équipes pédagogiques et de direction.

Le SNP DEN-UNSA demande donc au Ministère de se poser sérieusement la question de la pertinence de ces opérations dans le contexte du moment et considère qu'un moratoire d'ensemble serait la solution de sagesse. Il a obtenu du cabinet la réunion à court terme d'un GNPD pour examiner (entre autres sujets) cette thématique dont on voit bien à quel point elle ne passe pas aujourd'hui.

Dans l'attente, et sur ce sujet comme sur d'autres, le SNP DEN-UNSA rappelle donc son mot d'ordre général : on fait si on peut, quand on peut et dans le respect des priorités et/ou des contraintes de nos établissements et de leur fonctionnement !

Philippe VINCENT, Secrétaire général du SNP DEN-UNSA